

Le 12 Février 2013, le Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, a signé l'Arrêté A/2013/174/MEE/CAB/SGG du 12 Février 2013, portant Modalités d'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau.

ARRÊTÉ

N° 174/MEE/CAB/SGG du 12 Février 2013, portant Modalités d'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau.

Le Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement,

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

Considérant que la Loi n° 94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau, a confié au Ministre de l'Eau, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la responsabilité de l'établissement des Ordres de Priorité d'utilisation des Ressources en Eau;

Considérant que le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Considérant que le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Considérant que les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Considérant que le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

Conakry, le 12 Février 2013

Elhadj Papa Koly KOUROUMA

ARRETE A/2013/174/MEE/CAB/SGG DU 12 FEVRIER 2013, PORTANT MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ORDRES DE PRIORITE D'UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU.

LE MINISTRE,

Vu la Constitution;

Vu la Loi L/94/005/CTR du 14 Février 1994, portant Code de l'Eau;

Vu la Loi portant Code des Collectivités Locales;

Vu le Décret D/2010/121/PRG/SGG du 17 Juin 2010, portant modification des Statuts du Service National d'Aménagement des Points d'Eau (SNAPE);

Vu le Décret D/2011/103/PRG/SGG du 29 Mars 2011, portant Attributions et Organisation du Ministère d'Etat chargé de l'Energie;

Vu les Décrets D/2012/109/PRG/SGG du 05 Octobre 2012, D/2012/121/PRG/SGG du 08 Novembre 2012 et D/2012/127/PRG/SGG du 26 Novembre 2012, portant nomination de Ministres;

Vu le Décret D/2013/031/PRG/SGG du 08 Février 2013, portant Approbation de la Stratégie Nationale pour le Développement du Service Public de l'Eau en Milieu Rural et Semi-urbain;

ARRETE:

Article 1er: Est considérée comme affectée à des fins domestiques l'utilisation des ressources en eau destinée exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques dans les limites nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, aux lavages et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

L'utilisation des ressources en eau à des fins domestiques jouit d'une priorité absolue sur tous les autres usages.

Article 2 : Une décision du Conseil Communal définira les autres priorités entre différentes utilisations en tenant compte des exigences de l'intérêt public.

Article 3 : A l'exception de la priorité absolue accordée à la consommation humaine, les autres priorités qui seront définies à l'article 2 du présent Arrêté peuvent être modifiées par décision du Conseil Communal en cas de sécheresse, de désastre, de catastrophe, d'urgence nationale ou lorsque les impératifs de gestion rationnelle des ressources en eau l'exigent.

Article 4 : Certaines utilisations peuvent être restreintes par décision du Conseil Communal fixant les quantités allouées à chacune d'entre elles, les conditions de tarification de leur consommation et/ou limitant le droit à la réalisation de branchements privés.

Article 5 : Le présent Arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 12 Février 2013

Elhadj Papa Koly KOUROUMA